

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2015 n°10

20 décembre 2015

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◇ INSTAT
 - ◇ DRPSIAP
 - ◇ CPS
 - ◇ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Le diagnostic de l'infrastructure par pays en Afrique (AICD) montre que le développement des infrastructures contribue annuellement à 2% du PIB, avec des effets particulièrement positifs en Afrique orientale et centrale).

Editorial

Le troisième trimestre de l'année 2015 a été caractérisé par les activités préparatoires de la mise en œuvre du Trust fund ainsi que celles de la Journée Mondiale de la Statistique. Il a été caractérisé par l'organisation des journées de sensibilisation et d'information des utilisateurs de la Statistique à l'endroit des groupes cibles.

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 10 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du troisième trimestre 2015. A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude

deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « Dossier du trimestre » se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.



Seydou Moussa TRAORE
Directeur Général de l'INSTAT

Ce numéro traite du thème « Collecte des statistiques de l'infrastructure au Mali »

La seconde rubrique, intitulée « Les utilisateurs et nous », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur Pangalé SAYE, Conseiller Technique au Conseil Economique, Social et Culturel que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros

Dossier du trimestre. Collecte des statistiques de l'infrastructure au Mali

L'importance des infrastructures dans le développement d'un pays n'est plus à démontrer. Pour diagnostiquer le niveau des infrastructures en Afrique la Banque africaine de développement (BAD) a initié un programme de connaissance de l'infrastructure en Afrique (PCIA) en 2010 après une série de collecte organisée par la Banque Mondiale. La collecte des données de l'infrastructure prend son origine à la conférence des Etats en Greenegles au cours de laquelle il est à noter qu'il est

impérieux aujourd'hui de transformer l'état des infrastructures en Afrique par les aides au développement surtout au sud du Sahara. L'un des objectifs de la BAD est de sensibiliser les pays à prendre au sérieux l'importance des infrastructures et d'avoir une culture pérenne de collecte des données qui doit être intégrée graduellement dans leurs activités courantes par l'allocation des fonds dans le domaine. Le PCIA doit faciliter l'accès aux données

sur les infrastructures dans le but de mesurer les progrès accomplis et d'envisager d'autres actions car aujourd'hui l'accès à l'infrastructure en Afrique est confronté au coût élevé dû à un marché restreint qui ne donne pas l'occasion à une grande concurrence. Pour combler ceci, il faut investir et promouvoir l'efficacité. La Mali à travers l'INSTAT a adhéré au PCIA en collectant des données quantitatives et qualitatives relatives aux années 2007 à 2012.



La collecte des statistiques sur les infrastructures se justifie par son importance dans le développement du pays en général, mais permet également de faire le diagnostic du niveau des infrastructures et de dégager des indicateurs dans le domaine. Elle permettra enfin d'avoir une situation de référence en matière d'infrastructures du pays.



La collecte, la saisie et la validation des données recueillies sont effectuées à partir des modèles appelés matrices intelligentes.

1. Données budgétaires consacrées à financer les infrastructures :

- ◆ Modèle de données budgétaires A : Responsabilités juridictionnelles qui permet de collecter les informations relatives à la cartographie du financement des infrastructures du pays ;
- ◆ Modèle de données budgétaires B : Fonds spéciaux pour le financement de la prestation de services d'infrastructure ;
- ◆ Modèle C de collecte des données budgétaires : comprend des facteurs qui définissent le cadre stratégique global et qui caractérisent la phase stratégique du processus budgétaire ;
- ◆ Modèle D de collecte des données budgétaires : il s'agit de le décrire de la rédaction de la circulaire budgétaire à l'adoption de la loi budgétaire
- ◆ Modèle E de collecte des données budgétaires ;
- ◆ Modèle F de collecte de données budgétaires, classification fonctionnelle et économique des dépenses du gouvernement ;
- ◆ Modèle G de collecte de données budgétaires au niveau des opérateurs.

2. Données sur les utilités publiques

Pour chaque sous domaine ces mêmes modèles sont utilisés pour la collecte, il s'agit :

- ◆ Modèle de données institutionnelles A, variables de réformes au niveau national ;
- ◆ Modèle de données institutionnelles B, variables de réglementation au niveau national ;
- ◆ Modèle de données institutionnelles C, variables de gouvernance au niveau des services publics.

En ce qui concerne l'électricité 3 autres modèles permettent de faire la collecte et qui sont :

- ◆ Modèles de données sur l'électricité A, ce sont des questions institutionnelles qui complètent les questions plus générales sur le cadre institutionnel du secteur de l'électricité ;
- ◆ Modèle de données sur l'électricité B, collecte les données sur les caractéristiques du système électrique national
- ◆ Modèle de données sur l'électricité C, collecte les données sur la performance opérationnelle et financière de l'opérateur public (EDM)

Pour l'eau et l'assainissement 2 modèles complètent la collecte des données :

- ◆ Modèle A de données relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement, il s'agit de trouver des réponses aux questions couvrant chacun des indices institutionnels spécifiques au secteur ;
- ◆ Modèle B de données relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement, donnent les informations relatives à la performance des services de distribution de l'eau.

S'agissant des TIC il existe 7 modèles qui sont :

- ◆ Modèle A de données relatives aux TIC, pose des questions institutionnelles détaillées qui complètent des questions institutionnelles plus générales sur le cadre institutionnel des TIC ;
- ◆ Modèle B de données relatives aux TIC, pose des questions institutionnelles sur les tarifs tels que le coût des différents types de licences et les tarifs d'interconnexion de gros ;
- ◆ Modèle C de données relatives aux TIC, recueille des données sur l'accès, les aspects techniques et la qualité ;
- ◆ Modèle D de données relatives aux TIC, collecte le nombre d'abonnés et de salariés de chaque opérateur (ligne fixe, mobile et Internet);
- ◆ Modèle E de données relatives aux TIC, collecte

les tarifs du principal fournisseur national de service par ligne fixe ;

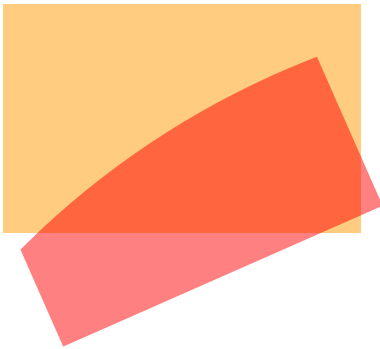
- ◆ Modèle F de données relatives aux TIC, collecte les tarifs du plus grand opérateur mobile ;
- ◆ Modèle G de données relatives aux TIC, collecte les tarifs du plus grand fournisseur d'accès à l'internet.

3. Données relatives aux transports

- ◆ Modèle de données relatives aux routes A, fournit une image complète de la situation actuelle du transport dans son ensemble et du secteur routier en particulier;
- ◆ Modèle de données relatives aux routes B, collecte les données des tronçons individuels du réseau routier;
- ◆ Modèle de données ferroviaires D, collecte les informations relatives à la performance technique et économique de l'opérateur ;
- ◆ Modèle de données relatives au transport aérien A, collecte des données relatives à la performance technique et économique auprès des Conseil d'Administration de l'Aéroport (ou des principaux aéroports internationaux).

Le Mali ne collecte pas les informations relatives au port et les 4 autres types de chemin car elles ne sont pas applicables au cas du pays. La collecte des données de 2007-2012 a abouti à l'élaboration d'un rapport d'analyse sur l'état de l'infrastructure au Mali. Le défi à relever reste la prochaine étape relative à la collecte et à l'analyse des données de 2013 à 2015.





La Mali a adhéré au PCIA en vue de faciliter l'accès aux données sur les infrastructures et dans le but de mesurer les progrès accomplis et d'envisager d'autres actions car l'accès à l'infrastructure en Afrique est confronté au coût élevé dû à un marché restreint qui ne donne pas l'occasion à une grande concurrence

La sensibilisation des pays sur l'importance des infrastructures suivi d'une culture pérenne de collecte des données doit être intégrée graduellement dans leurs activités courantes

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques économiques et financières, l'INSTAT a publié en 2015 les Comptes économiques du Mali nouvelle série 1999-2013 accessibles sur le site.

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- le résumé de la Note de Conjoncture du 1^{er} trimestre 2015 accessible sur le site et support papier.
- Le Bulletin de Conjoncture du 1^{er} trimestre 2015.

Dans le domaine des statistiques économiques, il a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois de juillet, août et septembre 2015 ;
- l'Indice des matériaux de construction des mois de juillet, août et septembre 2015.

Enfin, l'INSTAT a publié le Bulletin KHI-DEUX N°9.

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT dans le cadre du Renforcement des Capacités Statistiques et en partenariat avec la Banque mondiale, a organisé les activités préparatoires de la mise en œuvre du Trust Fund dont un premier décaissement de 60 millions a été effectué en septembre 2015.

L'INSTAT en partenariat avec le PNUD a entamé les travaux préliminaires de l'Etude d'élaboration des programmes statistiques régionaux en vue de produire des statistiques pour le développement régional et local.

L'INSTAT a participé du :

- 21 juin au 23 juillet 2015 à Paris (France) à un du projet de recherche sur la valorisation et la diffusion des données cartographiques du

4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2009 (RGPH) du Mali (construction d'un atlas interactif sur le site web de l'INSTAT ». ;

- 29 juin au 25 juillet 2015 à Beijing (Chine), au séminaire sur la politique de la pratique de la réduction de la pauvreté par des projets de développement local à l'attention des fonctionnaires pour les pays africains francophones de 2015, organisé par le ministère chinois du Commerce ;
- 31 juillet au 12 septembre 2015 au Québec (Canada) à un séjour de recherche à l'observatoire démographique et statistique de l'espace francophone à l'université LAV ;
- 08 août au 06 septembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire), à la formation des formateurs organisée par l'Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) ;
- 16 au 22 août 2015 à Abuja (Nigeria), à l'atelier régionale pour la mise en œuvre de la méthodologie de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) ;
- 30 août au 05 septembre 2015 à Abuja (Nigeria), à l'atelier technique et EUROTRACE sur les bases de données du commerce extérieur et certains pays de la CDEAO ;
- 30 août au 05 septembre à Dakar (Sénégal), à la réunion du comité technique, politique macroéconomique de la CEDEAO par le mécanisme de la surveillance multilatérale ;
- 06 au 13 septembre 2015 à Abuja (Nigeria), à la réunion technique de pré-validation du programme régional de recherche économique de la CEDEAO (PRRE) ;
- 06 au 17 septembre 2015 à Dakar (Sénégal), au séminaire de recyclage des experts des Etats membres et de la Commission aux techniques d'élaboration des statistiques du tourisme ;
- 06 au 19 septembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire), à l'atelier de formation des membres du groupe CNPE sur la gestion de la dette publique ;
- 12 au 20 septembre 2015 à Cap Town (Afrique du Sud) à l'atelier sur le développement d'une plateforme de diffusion des données de recensement sur la population et l'habitat en Afrique ;
- 13 au 16 septembre 2015 à Dakar (Sénégal), à la réunion de la cellule sous-région ale chargée de la réconciliation des données sur les échanges Intra-UEMOA ;
- 15 au 19 septembre 2015 à Ouagadougou (Burkina Faso) à la deuxième réunion technique avec les experts des comités nationaux de politique économique (CNPE) ;
- 21 au 25 septembre 2015 à Praia, à l'atelier sur les échantillons maîtres pour les recensements et enquêtes agricoles ;
- 16 au 20 novembre 2015 à Libreville (Gabon), à l'atelier de l'Autoroute de l'Information en Afrique (AIA).





Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Kayes a, au titre des rencontres, participé à la réunion trimestrielle de la Commission Technique Mixte (CTM) de mise en œuvre des activités de coopération transfrontalière entre le Mali et le Sénégal.

La réunion avait pour objectifs de faire le point des activités réalisées dans le cadre de la coopération Transfrontalières Mali - Sénégal d'une part et d'autre d'élaborer un programme d'activités.

Tenue dans la Salle de conférence du Conseil de Cercle de Kéniéba sur financement du GIZ/Programme Frontière de l'Union Africaine, elle a regroupé les membres de la Commission Technique Mixte ainsi que les Services en charge des questions de planification des régions de Kédougou, Tambacounda et de Kayes.

Elle a également participé à l'atelier de cadrage du processus d'élaboration des Programmes Transfrontaliers Kéniéba - Saraya et Bakel - Kayes qui avait pour objectifs :

- d'échanger sur les notions de base de la coopération transfrontalière ;
- de présenter et d'échanger sur les démarches d'élaboration des programmes de développement des collectivités du Sénégal et du Mali ;
- de présenter le PTDL de l'espace Tominian (Mali) - Kossi (Burkina - Fasso) et échanger sur son processus d'élaboration ;
- d'examiner les termes de référence de l'élaboration des PTDL ;
- de mettre en cohérence les démarches d'élaboration des programmes de développement des Collectivités concernées des deux pays ;
- de définir un chronogramme du processus d'élaboration des PTDL

Tenue les 29 et 30 juillet 2015 dans la Salle de Conférence de

l'Hôtel Médine (Kayes) sur financement du GIZ/Programme Frontière de l'Union Africaine, elle a regroupé les Services Régionaux de Planification (SRP) de Kédougou et Tambacounda, les Agence Régionales de Développement (ARD) de Kédougou et de Tambacounda, l'Antenne Départementale de Bakel, le Service Régional d'Appui au Développement local (SRADL) de Tambacounda, la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) de Kayes, les Services Locaux de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (SLPSIAP) de Kayes et Kéniéba et le PFUA/.

Elle a enfin participé à l'atelier d'élaboration du Programme Transfrontalier de Développement Local (PTDL) de l'espace Kéniéba - Saraya en vue de doter les collectivités territoriales/locales de cet espace d'un document de planification dans les différentes thématiques, répondant aux enjeux propres de ce territoire transfrontalier.

Tenue les 25, 26 et 27 août 2015 dans la salle de conférence du Conseil de Cercle de Kéniéba sur financement GIZ, elle a regroupé 2 représentants de la Direction National des Frontières du Mali, le représentant de la GIZ de Dakar, les Services Régionaux de Planification (SRP) de Kédougou et Tambacounda, les Agence Régionales de Développement (ARD) de Kédougou et de Tambacounda, l'Antenne Départementale de Bakel, le Service Régional d'Appui au Développement local (SRADL) de Tambacounda, la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) de Kayes ainsi que les Services Locaux de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la

Population (SLPSIAP) de Kayes et Kéniéba.

2. La DRPSIAP de Sikasso a, au cours du troisième trimestre 2015 et au titre des opérations spéciales, participé à l'enquête de « Satisfaction des citoyens pour les services de base rendus par les communes » en vue d'apprécier le niveau de satisfaction des citoyens par rapport aux collectivités et l'atteinte des objectifs du CSCRP par les collectivités. Cette opération qui a duré 1 mois a été financée par la Direction Générale des Collectivités Territoriales.

Elle a également participé à l'établissement de la liste électorale et à l'organisation des élections de la CCIM avec pour objet le renouvellement de la délégation régionale de la CCIM

Au titre des publications réalisées, la DRPSIAP de Sikasso a produit en septembre 2015, l'Annuaire Statistique 2011 disponible en copie dure

CPS

1. CPS Secteur Environnement, Eau, Urbanisme, Domaine de l'Etat

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SEEUDE en partenariat avec l'UNICEF, la KFW et l'Ambassade de Suède a élaboré un projet d'inventaire des points d'eau modernes du Mali en vue de contribuer à l'amélioration des données et informations par rapport à l'accès à l'eau potable des populations des centres ruraux, semi urbains et urbains du Mali.

Ce projet d'une durée de 2 ans et pour un coût de 1539 millions de FCFA est actuellement en cours d'exécution.

Au titre des rencontres, la CPS/SEEUDE a participé à la réunion du groupe de travail pour le suivi de l'inventaire des points d'eau.

La réunion qui s'est tenu dans la salle de conférence de la DNH sur financement de l'UNICEF a vu la participation de la DNH, de la CPS, de l'AKVO, de la SNV et de l'UNICEF.

Elle a également participé à la réunion du comité de pilotage pour l'élaboration de la situation de référence en matière d'assainissement.

La réunion qui s'est tenu dans la salle de conférence de la DNACPN sur financement de l'UNICEF a vu la participation de la DNACPN, de la CPS, de l'INSTAT, de l'UNICEF et de Wate Aid.

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS a bénéficié d'une étude de 3 mois sur l'établissement de la situation de référence de l'assainissement dans les régions Sikasso et Mopti.

2. CPS Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SSDSPF en partenariat avec l'INSTAT et l'INRSP a procédé à la collecte de données auprès des entreprises, PTF, ONG et compagnies à Bamako en vue d'élaborer les comptes de la santé pour l'exercice 2014. Cette opération qui a duré un mois a été financé par l'UNFPA et le budget national.

Elle a aussi réalisé en partenariat avec l'INRSP, la DFM/MSHP, la DFM/MFEF, la DFM/MSAHRN un atelier en vue d'organiser les données collectées à Bamako dans un format importable dans l'outil HAPT. Cet atelier de 11 jours a été financé par l'UNFPA.

Elle a également procédé en partenariat avec les hôpitaux nationaux et régionaux à l'élaboration et la validation de l'annuaire SIH 2014.

Elle a enfin procéder en relation avec les services centraux du secteur et sur financement de l'OMS, à l'élaboration et la validation de l'annuaire statistique 2014 du secteur.

3. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, la CPS/SME a participé à l'atelier de formation sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et le Budget-Programmes dans le cadre de l'exécution du programme de formation du Plan d'Action Gouvernemental pour l'amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances publiques.

Tenue dans la Salle de conférence de la Direction Générale de la Dette Publique à Bamako sur financement du CARFIP et de SOFRECO, l'atelier a regroupé les structures techniques du Département.

3. CPS Secteur Coopération et Intégration

La CPS/SCI a au titre des missions et appuis techniques procéder à la formation des Points focaux sur la migration en vue de renforcer leur niveau sur les techniques de collecte et de remplissage des fiches sur la base de données sur la migration. La formation qui a duré une semaine a été financée sur le budget national.

OBSERVATOIRES

1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a, au titre des opérations spéciales et en partenariat avec les Services centraux du MSAHRN et autres structures du ministère de la Santé, organisé les travaux de suivi du PRODESS III en vue d'établir le lien entre les activités des structures techniques et les objectifs stratégiques du PRODESS III.

Au titre des rencontres, l'ODHD a organisé les ateliers régionaux de Dissémination du Rapport National sur le Développement Humain édition 2014 et des résultats du Profil de pauvreté des 703 communes du Mali.

Ces ateliers qui ont pour objet la promotion du Développement Humain Durable conformément aux objectifs de l'ODHD ont eu lieu

dans les régions de Koulikoro, Kayes, Ségou et Sikasso et ont vu la participation des services techniques régionaux et de la Société civile.

Il a également organisé à Bamako les travaux du Rapport National sur le Développement Humain 2015 portant sur « Migration, Développement Humain et Lutte contre la Pauvreté au Mali

Ces travaux avaient pour objet la validation de la note de compréhension des TDR de l'étude. Financé par l'ODHD, l'atelier a vu la participation des membres du Comité scientifique.

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

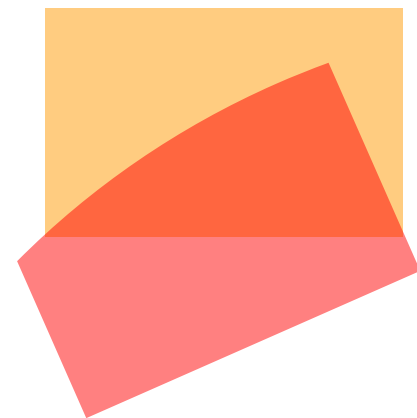
L'OMA a au titre des publications, produit les bulletins mensuels de juillet août et septembre 2015 « Reflet » portant sur les prix et quantités des céréales, des produits non céréaliers, des produits halieutiques, des intrants et du bétail viande sont disponibles et accessibles sur son site www.oma.gov.ml

Il a également publié les rapports hebdomadaires (Communiqué, Poï Kan Poï, Situation et Synthèse). Ils



portent sur les données et analyses des prix des produits agricoles. accessibles sur son site.

Il a aussi publié les rapports hebdomadaires des prix et des faits saillants pour l'analyse des prix et des quantités vendues sur les marchés de production.. leur analyse.



Haut Conseil des Collectivités Territoriales



Observatoire Développement Humain Durable



CPS Secteur Equipement Transport et Communication

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Pangalé SAYE Conseiller Technique au Conseil Economique, Social et Culturel



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché le Conseil Economique, Social et Culturel (CESC) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

Le CESC utilise en général les statistiques dans les domaines économique, social et culturel. Les données utilisées sont généralement les agrégats. Les statistiques proviennent principalement des Ministères.

L'accès aux données est facile et se fait généralement à partir des supports papier.

Le CESC reçoit du producteur et par courrier les données recherchées.

Le CESC n'entretient pas de relations particulière ni avec l'INSTAT, ni avec les autres structures de production statistiques comme les Cellules de Planification et de Statistique.

Les chiffres utilisés le sont à titre analytique pour comparer des situations dans le temps.

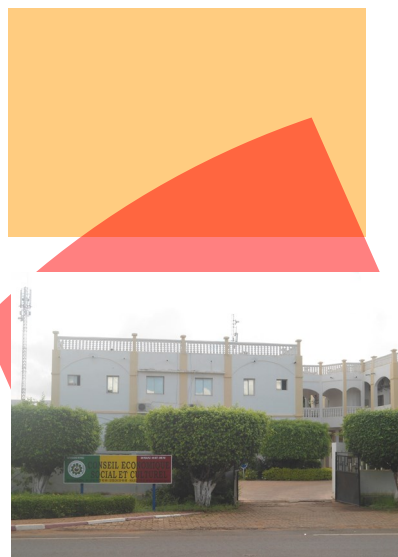
Le CESC pense que les données statistiques dans les domaines économique, social et culturel qui relèvent de sa compétence méritent d'être suffisamment développées.

Le CESC estime que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques se résument à la non disponibilité des données à temps (difficulté d'accès). Les données peuvent être envoyées au CESC sous forme de livret.

Le CESC en tant qu'Institution de veille a besoin d'informations statistiques dans tous les domaines précités et éventuellement désagrégées à tous les niveaux des collectivités.

Il serait également intéressé par les données démographiques à travers les Recensements de la population, les données sur l'emploi, les revenus des ménages, la justice, la sécurité, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, les transports, les prix, les ressources naturelles, les comptes de l'environnement et les données météorologiques

Le CESC serait intéressée par les formations sous forme d'ateliers de 2 semaines pour 10 à 20 personnes sur des sujets d'ordre économique, social et culturel, mais également sur la Gouvernance.



Conseil Economique, Social et Culturel

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

Rédacteur en Chef

Karamoko DIARRA

Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml